

LA PRESSE NOUVELLE Magazine Progressiste Juif

PNM aborde de manière critique les problèmes politiques et culturels, nationaux et internationaux. Elle se refuse à toute diabolisation et combat résolument toutes les manifestations d'antisémitisme et de racisme, ouvertes ou sournoises. PNM se prononce pour une paix juste au Moyen-Orient, sur la base du droit de l'Etat d'Israël à la sécurité, et sur la reconnaissance du droit à un Etat du peuple palestinien.

N° 264 - Mars/Avril 2009 - 27^e ANNÉE

MENSUEL EDITE PAR L'U.J.R.E.
Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

Le N° 5,50 €

Agenda de la Mémoire !

8 MARS - JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE LA FEMME

21 MARS - JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE



DEUX COMBATTANTS

Helen SUZMAN

Dame Helen, héroïne juive de la lutte anti-apartheid, première et unique femme parlementaire à être venue rendre visite à Nelson Mandela et à ses compagnons en captivité

(voir aussi en p. 4)

Nelson MANDELA

Symbole de la lutte anti-apartheid, prix Nobel de la Paix, premier Président noir de l'Afrique du Sud.

DISCRIMINATIONS

8 MARS : « la » JOURNÉE DE LA FEMME...	p. 5
21 MARS : JOURNÉE INTERNATIONALE...	P. KAMENKA p. 4
HELEN SUZMAN, GRANDE DAME	N. Mokobodzki p. 4
WELCOME, BIENVENUE !	L. LAUFER p. 5

SOCIÉTÉ

L'UJRE COMMUNIQUE [LETTRE OUVERTE AU Crif]	p. 2
LETTRE OUVERTE AU Crif	O. GEBURHER p. 6
SOPHISMES ET PARADOXES	H. LEVARI p. 4

PROCHE-ORIENT

ISRAËL ET LA QUESTION PALESTINIENNE...	p. 3
--	------

MÉMOIRE

RUE LAURISTON - ADRESSE INCONNUE ?	p. 6
------------------------------------	------

ITINÉRAIRE

UN AN DE PRÉSIDENTE... (ENTRETIEN)	J. LEWKOWICZ p. 8
------------------------------------	-------------------

CULTURE

ROMAIN ROLLAND ET L'ANTISÉMITISME	F. MATHIEU p. 7
«LE MINISTÈRE DES AFFAIRES SPÉCIALES»	J. GALILI-LAFON p. 7

Roland Wlos

RÉPONDRE DE SES ACTES

Editorial

Tous les observateurs qui se sont rendus dans la bande de Gaza, depuis que les armes se sont tuées, ont été profondément choqués par la situation désastreuse qu'ils ont constatée. Les ruines consécutives aux bombardements et les témoignages recueillis soulignent la grande détresse laissée par l'offensive de l'armée israélienne, appuyée par des bombes larguées par des F 16 et des hélicoptères Apache. Un tel déluge de violence et de feu ne s'improvise pas. Il ne pouvait être que dûment préparé. En effet, il ne faut pas être grand clerc pour prévoir que le refus de desserrer le blocus et le cortège de désolations, à la limite du désastre humanitaire qu'il entraîne, conduirait à la rupture du cessez-le feu. Cela ne justifie pas, pour autant, l'envoi de *kassam* par le Hamas sur le territoire israélien.

Cette offensive militaire, baptisée « *plomb durci* », a été d'une violence inouïe, et ce durant trois semaines. Les dégâts humains - 1 350 morts, dont une majorité de civils et plus de 500 enfants, sans compter 5 450 blessés - et matériels sont considérables : écoles, (dont certaines de l'ONU détruites), lieux de culte touchés, infrastructures publiques sciemment ciblées, utilisation, entre autres, de bombes au phosphore blanc... Les images et les témoignages sont sans appel. Quand des soldats, de sang froid, tirent sur des civils et des enfants, comme le rapportent de nombreux témoins, on ne peut pas parler seulement

de riposte disproportionnée...

Ils avaient les coudées d'autant plus franches qu'*Ehud Olmert*, premier ministre, leur avait garanti l'impunité : « *Les commandants et les soldats envoyés à Gaza doivent savoir qu'ils seront totalement protégés face à tous les tribunaux et qu'Israël les protégera* ».

Ce qui est très préoccupant, non seulement pour aujourd'hui mais pour l'avenir, c'est que la dose d'aveuglement et de haine ait pu conduire de jeunes Israéliens à semer la mort au mépris du droit et des valeurs essentielles.

Des centaines d'associations de par le monde demandent qu'il n'y ait pas deux poids, deux mesures et que, pour une fois, les lois internationales s'appliquent à Israël afin que les crimes de guerre soient jugés et punis. L'actualité démontre que cette exigence est tout sauf infondée. La *Cour Pénale Internationale* (CPI*) vient en effet d'inculper le président du Soudan, alors même que ce pays n'a pas ratifié le Traité portant Statut de la Cour pénale internationale et n'en reconnaît pas la compétence.

Pour ce faire, le Conseil de Sécurité a tout simplement saisi la CPI comme il en a le droit en pareil cas. Par conséquent, la saisine de la CPI est fondée, même si Israël, à l'instar du Soudan, n'a pas ratifié la CPI et, de ce fait, n'en reconnaît pas la compétence. C'est là une exigence de justice que notre pays se devrait de soutenir. C'est animé de cette

même exigence qu'un large éventail de personnalités soutient la réactivation du *Tribunal Russel*, concernant la Palestine, avec un souci de rigueur et la volonté de toucher largement l'opinion publique internationale.

Que l'on nous comprenne bien, le soutien que nous apportons à ces démarches ne souffre pas la moindre ambiguïté. Nous restons résolument attachés à un règlement politique qui garantisse l'existence et la sécurité d'Israël ainsi que la création d'un Etat palestinien, conformément aux résolutions de l'ONU.

L'aveuglement d'un certain nombre de juifs de France, qui les conduit à soutenir inconditionnellement la politique israélienne - croyant par là défendre l'existence même de l'Etat israélien - va à l'encontre du rôle que des juifs ont toujours tenu dans le combat humaniste, contre l'oppression, pour la paix, la liberté et l'émancipation humaine.

C'est pourquoi nous partageons les propos du grand écrivain israélien, *David Grossman* :

« *A l'heure où Israël est gagné par une sur-enchère nationaliste, nous ferions bien de garder à l'esprit que la dernière opération militaire à Gaza n'est somme toute qu'une nouvelle étape sur la route de feu, de violence et de haine. Une route jalonnée tantôt de victoires, tantôt de défaites, mais qui nous conduit inmanquablement à la ruine* ». r

* voir définitions dans l'encadré de la page 3

Carnet

Mémoire

Adam Rayski un an déjà...

Il y a un an, le 11 mars 2008, disparaissait le président d'honneur de l'UJRE, *Adam Rayski*, résistant, historien, auteur de nombreux ouvrages ; président également de l'Union des Résistants et Déportés juifs de France. Son souvenir ne nous quitte pas. Né en 1913 à Bialystok en Pologne, *Adam* avait du fuir son pays en 1932, chassé par la police pour ses prises de positions politiques. A son arrivée en France, il rejoint la section juive de la Main d'œuvre immigrée (MOI), les groupes de langues, constitués au sein du *Pcf*, et devient journaliste à la *Naïe Presse*. Fait prisonnier en 1940, il parvient à s'évader et rejoint Paris en juillet. Ce même mois, avec plusieurs anciens de la *Naïe Presse*, *Adam Rayski* reconstitue la « section juive » en regroupant sous le nom de « *Solidarité* » toutes les organisations de masse.

Jusqu'à la Libération, il assume dans la clandestinité la direction de l'ensemble des organisations juives communistes et sympathisantes, et contribue à la fondation de l'UJRE (1942-1943) puis à celle du CRIF (1944).

Rentré en France en 1957, après sept ans passés en Pologne, *Rayski* se consacre à l'histoire. Il publiera de nombreux ouvrages et études.

Jusqu'à son dernier jour, *Adam* milita pour la mémoire, en témoin et en historien rigoureux. En militant aussi. C'est lui qui proposa à notre journal, à partir de ses propres archives, la publication de dossiers sur la résistance de la MOI. (ex. *Pnm* n° 251 de décembre 2007).

L'UJRE COMMUNIQUE ...

LETTRE OUVERTE À

M. RICHARD PRASQUIER,
PRÉSIDENT DU Crif

Monsieur le Président, voilà déjà quelque temps que nous nous inquiétons d'un positionnement politique du *Crif* en rupture avec ses valeurs fondatrices. Lors de l'Assemblée générale de l'automne dernier, nous avons indiqué que, s'il était essentiel de maintenir des relations constructives avec le pouvoir politique, ce ne pouvait se concevoir que dans la plus stricte indépendance et dans le respect du pluralisme des opinions caractéristique de notre société, de notre République.

Notre inquiétude s'est trouvée, hélas ! renforcée avec l'annonce que le *Crif*, rompant avec sa propre tradition démocratique, n'invitait pas à son dîner annuel le parti « Les Verts » et le Parti communiste français, au prétexte qu'ils avaient participé à des manifestations de solidarité avec les Palestiniens au moment de l'intervention militaire d'Israël à Gaza. Alors même que ces deux partis se prononcent clairement, comme nous le faisons nous-mêmes, comme le font nos amis pacifistes en Israël, pour une revendication simple et humaniste : « Deux peuples, deux Etats, une paix ! »

Nous considérons que la décision que vous avez prise est contraire à l'esprit d'ouverture de ce dîner traditionnel, tel que l'avait conçu *Théo Klein* et après lui vos prédécesseurs. Qu'elle est contraire aux valeurs de tolérance et de respect du pluralisme qui ont animé les fondateurs du *Crif* parmi lesquels l'*Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide* qui joua un rôle essentiel dans l'unification des organisations et institutions juives laïques et religieuses.

Monsieur le Président, permettez-nous, à ce propos, de rappeler ici les paroles prononcées par *Léon Meiss*, alors président du *Crif* et vice président du Consistoire central, devant le premier Congrès de l'UJRE en avril 1945 :

« Il y a un an, à cette heure-ci, nous vivions traqués, cachés et dans nos espoirs les plus audacieux, nous ne pouvions penser qu'un an après, nous assisterions à une grandiose réunion de l'UJRE. Cette Union... nous l'avons connue lorsque, dans la clandestinité, nous nous sommes réunis, *Lederman* [notre regretté ancien Président], d'autres et moi pour établir le programme qu'aujourd'hui votre rapporteur... nous a présenté. Ce programme... contient beaucoup de choses auxquelles j'applaudis. Comment n'en serait-il pas ainsi ?

Votre Union a été une des premières à adhérer au Crif...»

Beaucoup plus tard, en 1993, *Jean Kahn*, alors président du *Crif* écrivait à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de l'UJRE :

« Parmi les fondateurs du *Crif*, les représentants de l'UJRE ont joué un rôle déterminant. Ils ont tenu la place qui, de par leur action, leur dynamisme, leur efficacité leur revenait. Au delà des options politiques, nous avons su ensemble (...) lutter pour préserver des valeurs qui nous étaient communes et jeter les bases d'un renouveau qui s'est inscrit dans la liberté retrouvée. »

C'est bien parce que ces valeurs continuent de nous guider que le Bureau de l'UJRE prend aujourd'hui, à regret, la grave décision de suspendre notre participation au *Crif*. Jamais depuis 1943, en dépit des divergences profondes que nous avons pu avoir avec la majorité du *Crif*, nous n'avons cru devoir nous retirer d'une organisation conçue comme représentative donc forcément plurielle. Cette fois, c'est au caractère représentatif et pluraliste du *Crif* que vous vous en prenez, qu'il s'agisse de sa vie interne ou de sa place dans la société française.

Croyez, Monsieur le Président, que nous ne prenons pas cette décision de gaité de cœur. Mais alors qu'une des plus graves crises économiques frappe la France, l'Europe et le monde et qu'elle fournit le terreau dans lequel, nous le savons tous, s'enracinent extrémismes, nationalismes, antisémitisme et racisme, nous jugeons que l'ostracisme que la direction du *Crif* manifeste à l'égard de partis démocratiques risque d'être lourd de conséquences. Issue directement de la lutte antifasciste et de la Résistance, l'UJRE est fondée d'en alerter les Juifs de France.

Nous voulons croire que le *Crif* saura abandonner son positionnement partisan et la proclamation d'anathèmes relevant d'autres temps pour retrouver son rôle et sa représentativité dans la société française ; pour défendre les intérêts moraux des Juifs de France et contribuer, à partir des valeurs qui le fondent, au processus de paix au Proche Orient, seul moyen de garantir la sécurité et le développement d'Israël et le droit, jadis reconnu par le *Crif* lui-même, du peuple palestinien à un Etat.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments attristés.

Le leader de l'extrême droite française persiste et signe sur les chambres à gaz : insupportable.

Jean-Marie Le Pen, le président du Front national, a repris devant le Parlement européen une nouvelle fois ses scandaleuses thèses lançant avec morgue le fait que les chambres à gaz ne seraient qu'un "détail" de l'histoire de la seconde guerre mondiale. Le vieux leader de la droite extrême, qui avait déjà été condamné pour de tels propos qui tombent sous le coup de la loi, tente par ce discours insupportable de conforter ses électeurs en vue des prochaines élections européennes.

Cette antienne qu'il répète à l'envie et qui fait partie du fonds de commerce de son parti a été utilisée par *Le Pen* après que certains parlementaires eurent cherché à empêcher le chef du FN de présider en qualité de doyen la prochaine assemblée européenne issue des urnes après le 7 juin. Qu'attend la justice pour traîner le dirigeant du FN devant les tribunaux ? Les Français, dont en premier lieu les familles des victimes des crimes nazis, ne peuvent que condamner avec la plus vive indignation de tels propos ignominieux.

SOUSCRIPTION* n°46
(du 15 nov. au 31 déc. 2008)

Sans vos dons, nous ne pourrions nous maintenir au 14 rue de Paradis (loyer mensuel : 1300 €) ni poursuivre nos diverses activités, l'édition de la *Presse Nouvelle Magazine*, l'accueil de nos associations amies, *Mémoire des Résistants Juifs de la MOI*, *Amis de la CCE*, Théâtre yiddish *Abi Gezint...* Impossible, dites-vous ? Encore un grand merci !!!

Jacques LEWKOWICZ
Président de l'UJRE

LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif

édité par l'U.J.R.E.

Comité de rédaction :

Claudie Bassi-Lederman,

Jacques Dimet, Bernard Frédéric,

Jeannette Galili-Lafon, Sylvain Goldstein,

Patrick Kamenka, Nicole Mokobodzki,

T.R. Staroswiecki, Roland Wlos

N° paritaire 64825

(en cours de renouvellement)

C.C.P. Paris 5 701 33 R

Directeur de la Publication :

Jacques LEWKOWICZ

Rédaction - Administration :

14, rue de Paradis

75010 PARIS

Tel. : 01 47 70 62 16

Fax: 01 45 23 00 96

Mèl : ujre@wanadoo.frSite : <http://ujre.monsite.wanadoo.fr>

(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement :

France et Union européenne:

6 mois 28 euros

1 an 55 euros

Etranger, hors U.E. : 70 euros

IMPRIMERIE DE CHABROL

PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal
"pas comme les autres",
magazine progressiste juif.

Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse
postale, date de naissance, mèl et téléphone

PARRAINAGE

(10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

Société

SOPHISMES ET PARADOXES

PAR HENRI LEVART

Les valeurs du judaïsme, pour quel projet d'humanité ? Voilà une question soulevée, ces temps-ci, à la lecture de certains écrits et propos...

Lors du fameux dîner au Bois de Boulogne, le président du Crif n'y étant pas à jeun d'anticommunisme, le premier ministre François Fillon n'a pas craint de stigmatiser l'antisémitisme et les revendications sociales en les taxant d'anticivisme.

Mais feuilletons deux revues. Joël Mergui, président du Consistoire central de France, s'insurge ainsi dans *Information Juive* : « Les critiques officielles de l'intervention d'Israël à Gaza contreviennent au droit international ». Incroyable mais vrai, quand on songe aux innombrables résolutions de l'ONU bafouées par Israël !

Dans le même périodique, Guy Konopnicki se remémorant sa présence à Vienne lors de l'entrée des chars à Gaza, compare la manifestation en faveur des droits des Palestiniens à l'entrée des troupes hitlériennes dans la capitale autrichienne.

Comme l'ensemble de nos concitoyens, nous dénonçons les vociférations haineuses, les slogans anti-juifs. Seulement les morts sont du côté d'un peuple martyrisé.

D'ailleurs, les pertes humaines : motus et bouche cousue. Si, dans un autre article, le rabbin Josy Eisenberg cite un discours de Golda Meir : « Ce que je ne pardonne pas aux Egyptiens c'est de nous avoir contraints à tuer leurs enfants », énoncé qualifié par notre docte religieux d'« admirable propos ».

Passons à *Tribune Juive* où la rubrique « Judaïsme Torah » titre « Qui sauve une seule vie sauve le monde entier. » C'est se donner abusivement un quitus biblique alors que des centaines d'enfants innocents ont été massacrés.

Le philosophe André Glucksman, encore lui, toujours lui, affirme dans une tribune du Monde « que l'opinion mondiale a tort de juger les réactions israéliennes disproportionnées ». Faut-il en déduire que les bombes au phosphore, pour ne parler que d'elles, étaient des armes proportionnées ?

En pleine offensive terrestre, Avi Pazner, porte-parole du gouvernement israélien, a déclaré sur France-Inter : « A part quelques pépins, l'opération militaire s'est très bien déroulée ». Voilà à quel déni d'humanité en sont rendus les dirigeants israéliens et leurs inconditionnels français.

Et pourtant, il y a de nombreux juifs en France et dans le monde

qui conservent leur lucidité, d'autres voix courageuses qui se font entendre.

Les chrétiens de Terre Sainte s'inquiètent de ce que le pèlerinage du pape soit interprété comme une « bénédiction » du gouvernement israélien par l'Eglise.

De passage à Paris, Mgr Fouad Twal, patriarche latin de Jérusalem, indique « que les Israéliens devraient cesser l'occupation et comprendre que tous les peuples ont droit à la dignité, à la paix, à la sécurité ; qu'après soixante ans d'existence, de violences, de guerres, où était le résultat positif ? ».

La lecture des actes d'un récent colloque « Juifs et chrétiens face au XXI^{ème} siècle » nous délivre également de tristes évidences.

Libre aux intellectuels des deux confessions ou aux incroyants de multiplier de tels débats, sans doute utiles à une meilleure compréhension. Ce qui est choquant dans celui-ci, c'est qu'il s'est situé hors du champ des interrogations d'aujourd'hui, déconnecté des réalités économiques et sociales.

Le grand questionnement contemporain fut la laïcité, « positive » évidemment, dans la lignée sarkozyste. Un seul constat, cependant réconfortant dans l'affaire : le regret d'un intervenant jugeant que la laïcité dans notre pays avait donné naissance au communisme.

Et puis, il aurait été étonnant que l'instrumentalisation du génocide ne s'y soit pas exprimée ; même avec l'exposé du Père Patrick Desbois qui, par ailleurs fait un admirable travail d'investigation sur la Shoah par balles.

Alain Finkelkraut, encore lui, toujours lui, n'en manque pas une, proférant son habituel anathème : « La Shoah est omniprésente et elle suscite l'envie des descendants d'esclaves ou des colonisés ». Un tel degré de mépris est inégalable.

Nous aurions aimé que les paroles du grand rabbin de France, Gilles Bernheim : « la vie est un droit dont il faut jouir autant que la science le permet » n'aient pas été redites durant ces terribles événements. Il est déplorable que, lors de son intervention, expliquant les difficultés de la transmission mémorielle, il ait amalgamé les familles communistes à la période de Vichy.

S'agissant de la transcendance des valeurs, le colloque a traité du renoncement à l'utopie, de la fin nécessaire du principe d'espérance,

d'une nouvelle sagesse, d'un nouvel art de vivre. Voilà de quoi enthousiasmer les peuples victimes de la crise mondiale du capitalisme !

Une nouvelle édition d'un ouvrage de Romain Gary [Le judaïsme n'est pas une question de sang] apporte une bienheureuse lumière. Quelques pensées édifiantes : « Il n'y a pas qu'Auschwitz dans l'histoire du peuple juif... / Quand je vois Israël en proie au cancer du nationalisme, je suis contre. Ca n'a rien à voir avec les juifs... / Il y a une tentative d'intimidation faite aux juifs de France sous menace d'antisémitisme... / Malheureusement les juifs sont contaminés par l'antisémitisme... / Les juifs sont dans une situation extrême et l'ont toujours été à cause des persécutions. Je ne peux que leur être attaché, puisque toute mon œuvre est à la recherche de l'humain fondamental, de l'humain essentiel. ».

Tel est le sens de notre propre combat pour une réponse positive à la question fondamentale que nous posions au début de cet article. □

CPI - COUR PÉNALE INTERNATIONALE TERMINOLOGIE JURIDIQUE DE L'ONU

Niveau normatif 120 Etats participant à la Conférence de Rome (juillet 1998) ont adopté la Convention portant création d'une Cour pénale internationale permanente.

Ce sont les termes de cette convention qui servent de base à l'adoption du Statut.

Niveau exécutif Il faut qu'au moins 60 Etats ratifient le **Traité portant Statut de la Cour pénale internationale**. C'est pourquoi l'on parle de ratification du « Statut de Rome de la CPI », ce qui est du langage télégraphique.

La CPI a compétence pour connaître des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre lorsque les Etats parties manquent à leur devoir d'engager des poursuites pénales contre les auteurs.

Cette entrée en vigueur est perçue comme une nouvelle étape importante sur le chemin qui mène à la création d'une juridiction pénale internationale.

DU BON USAGE DE LA DÉNONCIATION DE L'ANTISÉMITISME

Pierre Péan a écrit un ouvrage dans lequel il laisse supposer que celui qui tout un chacun prenait pour un humaniste désintéressé serait, en fait, mû par l'appât du gain.

Bernard Kouchner, en l'espèce, incapable de répondre sur le fond, se saisit de phrases maladroites ou ambiguës pour accuser Péan d'antisémitisme.

Une telle défense n'est pas convaincante. Elle risque même de porter un grave tort à la cause de la lutte contre l'antisémitisme.

La manipulation de cet épouvantail, à tort et à travers, fait qu'à force de crier au loup, on n'y croit plus le jour où il survient.

JL
[20 mars 2009]

ISRAËL ET LA QUESTION PALESTINIENNE À NOUVEAU DANS L'IMPASSE ?

Avigdor Lieberman, le dirigeant de l'extrême droite israélienne "Israël Beitenou", pourrait devenir le prochain chef de la diplomatie israélienne.

En dépit de ses positions extrémistes concernant la question palestinienne, il devrait être nommé, selon la presse israélienne, à la tête du ministère des affaires étrangères d'Israël après les accords passés avec le Premier ministre israélien désigné Benjamin Netanyahu. Outre le portefeuille des Affaires étrangères, "Israël Beitenou" pourrait aussi obtenir la sécurité intérieure, et notamment les ministères des infrastructures et de l'immigration.

Pendant les législatives, Avigdor Lieberman a fait campagne sur des thèmes anti-arabes. Il a posé notamment comme préalable la reconnaissance des colonies juives de Cisjordanie en échange des terres des Arabes israéliens et l'éradication du Hamas à Gaza.

Cet accord entre le Likoud de Netanyahu et Lieberman amène à douter de la sincérité des dirigeants de l'Etat israélien lorsqu'ils prétendent trouver une issue à la question palestinienne. Dans ce contexte la présence d'Ehud Barack au gouvernement futur n'est que la caution de gauche à une orientation néfaste. C'est d'autant plus discutable que le Président américain Barack Obama a envoyé des signaux très clairs aux dirigeants israéliens, signaux indiquant qu'il n'offrirait plus un soutien inconditionnel à la politique des dirigeants israéliens.

PK
[26 mars 2009]

Racisme

HÉLÈNE SUZMAN

PAR NICOLE MOKOBODZKI

A l'occasion de la journée antiraciste du 21 mars... Helen Suzman, une héroïne blanche de la lutte contre la discrimination raciale.

Le premier janvier, Helen s'éclipsait discrètement, à l'âge de 91 ans. Elle était née en 1917 : est-ce pour cela que certains la croient communiste ? Ses parents, Samuel et Freda Gavronski, juifs pieux d'origine lituanienne, tout comme Joe Slovo*, avaient émigré en Afrique du Sud à la fin du 19^{ème} siècle. Le père vit du commerce du cuir puis devient propriétaire immobilier. Helen étudie l'économie et les statistiques. C'est d'ailleurs en faisant une étude statistique qu'elle découvre la misère bouleversante des citadins non-Blancs. Elle épouse Samuel Suzman, lui-même fils de parents juifs lituaniens venus à la fin du 19^{ème} siècle. Famille juive pratiquante et influente. Le temps de mettre deux filles au monde, et Helen enseigne l'économie à l'université.

1948 : Le Parti National gagne les élections. C'est l'instauration de l'apartheid, dont le théoricien est l'Afrikaner Hendrik Verwoerd, ministre des affaires indigènes puis Premier ministre. Ce fils d'émigrés hollandais venus par sympathie pour les Boers, choisit d'aller étudier en Allemagne auprès du généticien Eugen Fischer, dont les recherches sur les Hereros « établissent » la supériorité de la race blanche : cet ami de Heidegger, est en 1933 nommé recteur de l'Université de Berlin. Choc de deux émigrations.

1948 : Helen fonde le Parti unifié et milite à l'Université. En 1953, elle est élue à l'Assemblée : elle y restera 36 ans et deviendra doyenne du Parlement. Pendant toute sa carrière parlementaire, elle sera la seule à s'élever contre toutes les mesures de discrimination raciale. Il y faut du courage : elle n'en manque pas. Au ministre lui reprochant de discréditer l'Afrique du Sud par ses questions elle réplique : « Ce qui discrédite notre pays, ce sont vos réponses ! ». « A Moscou » crient les uns, « Rentre en Israël » vocifèrent les autres. Le président Botha l'avait baptisée « la Mère supérieure ». « Vous ne me faites pas peur, rétorque-t-elle, et vous ne me ferez jamais peur. D'ailleurs, je ne pense rien de vous », exprimant ainsi son mépris.

Son mandat de parlementaire lui a permis d'aller à plusieurs reprises inspecter le bagne de Robben Island. Nelson Mandela témoigne : « C'était à la fois étrange et merveilleux de voir cette femme courageuse pénétrer dans nos cellules et se promener avec nous dans la cour de prison. Elle fut la première et unique femme à faire l'honneur de sa venue dans nos cellules ».

Elle fut invitée à assister, en 1996, à la signature de la nouvelle Constitution. Apprenant sa mort, Mandela déclara : « Ce fut une grande patriote et une adversaire intrépide de l'apartheid ».



Quand Helen renonça à la vie parlementaire, elle créa la Fondation Helen Suzman.

Mgr. Desmond Tutu avait demandé pour elle des funérailles nationales. Finalement, l'enterrement dans le cimetière et selon le rituel juif, a eu lieu dans la plus stricte intimité. Le premier mars, un hommage public lui a été rendu, en présence notamment du président de la République.

Un sondage récent la classe parmi les 25 personnalités qui ont le plus compté dans l'histoire du pays. Dès 1989, la Reine d'Angleterre* lui accorde le titre de Dame of the British Empire. Son nom a été proposé deux fois pour le prix Nobel de la Paix. Elle était docteur honoris causa, entre autres, des universités d'Oxford, Cambridge et Harvard. Le Sénat de Berlin lui avait décerné le prix Moses Mendelssohn ; B'nai B'rith l'a également distinguée.

Une grande dame a disparu.

Nous avons, nous tous qui haïssons le racisme et sommes curieux de ses causes, une dette envers elle : connaître et faire connaître sa vie qui reste un exemple de lucidité, de courage, de fraternité : nous avons toujours besoin de ces repères.

De telles vies sont des phares ! □

* Cet ennoblement découle du fait que l'Afrique du Sud fait partie du Commonwealth

NDLR : Joe Slovo (1926-1995) est né le 23 mai 1926 dans le petit village lituanien d'Obelai. Il a neuf ans quand ses parents émigrent à Johannesburg pour échapper à l'antisémitisme qui sévit dans les Etats baltes. Syndicaliste, militant anti-apartheid, l'un des fondateurs de la branche militaire de l'ANC, secrétaire général du PC sud-africain de 1984 à 1991, il déclarait : "J'avais décidé il y a longtemps de travailler à la fin du régime raciste et à la remise du pouvoir au peuple. Je ne le regrette pas". Ministre du Logement du gouvernement Mandela, il fut en charge d'un dossier sensible : l'éradication d'une séquelle des plus visibles de l'apartheid, les bidonvilles, et le lancement d'un programme de construction d'un million de logements en cinq ans.

21 MARS - ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE

PAR PATRICK KAMENKA

La journée du 21 mars est l'occasion de commémorer la tuerie de Sharpeville en Afrique du Sud où le 21 mars 1960 la police a tué 89 Sud-africains qui manifestaient contre les lois racistes imposées par le régime de l'apartheid.

Depuis 1966, l'ONU a décidé de créer cette Journée internationale dans le but d'éliminer les discriminations dans le monde.

A quelques jours de la commémoration du 21 mars, lors du traditionnel dîner du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Richard Prasquier, son président, a déclaré que " l'antisémitisme est de retour " et que " aujourd'hui beaucoup de juifs en France ont peur ".

En réponse à ces déclarations, le sociologue Laurent Mucchielli affirme sur le site Rue 89 qu' « une fois de plus, l'on joue ainsi à effrayer l'opinion publique en agitant le fantasme d'un "retour" des horreurs du passé ». Selon lui, il n'existe pas d'accroissement de l'antisémitisme en France et s'il y a eu augmentation du nombre d'actes antisémites au mois de janvier 2009, cela est dû au conflit à Gaza.

Toujours selon M. Mucchielli, « des opinions antisémites existent encore mais elles ne cessent de diminuer depuis la Seconde Guerre mondiale, la tendance n'est donc pas au retour mais au contraire à la disparition de l'antisémitisme ».

Il dénonce la stratégie du Crif qui « consiste à entretenir le plus possible une pression sur le gouvernement français » rappelant que « la France s'est dotée d'un arsenal juridique sans précédent pour sanctionner les actes ou les propos racistes ou antisémites [loi du 3 février 2003 et du 9 mars 2004]. Sait-on que l'insulte "sale Juif" est aujourd'hui passible de 6 mois de prison et de 22 500 euros d'amende » ?

Le rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) pour l'année 2007 [Documentation Française] sur les manifestations de racisme, antisémitisme et xénophobie va

dans ce sens en soulignant la diminution de ces actes.

« La diminution des actes racistes et antisémites constatée en 2005 et 2006 semble se poursuivre, ces derniers sont en outre de plus en plus et de mieux en mieux pris en compte par les autorités judiciaires », dit la Commission. « Les violences et menaces à caractère raciste et xénophobe sont pour l'année 2007 en baisse de 9 %, les personnes d'origine maghrébine étant les plus touchées à la fois par les actes racistes (68 % de la violence raciste est dirigée contre la communauté maghrébine) et les menaces racistes (60 % du volume global) », précise le rapport qui « constate que la lutte contre l'antisémitisme porte ses fruits : 386 faits ont été recensés en 2007 contre 571 en 2006 (- 32,5 %), après une nette augmentation entre 2005 et 2006 ».

D'ailleurs, selon les premières informations concernant le rapport 2008 de la CNCDH, les chiffres ne semblent pas contredire une tendance à la baisse de l'antisémitisme dans notre pays, mais dénotent une montée inquiétante de l'islamophobie. Il est clair en revanche que le début de l'année 2009 fait apparaître, comme le souligne Laurent Mucchielli, un regain d'actes antisémites du fait des bombardements de Gaza. Selon les derniers chiffres du Ministère de l'Intérieur cités dans la presse, on assiste à leur recrudescence en janvier 2009 avec 352 actes pour ce seul mois (contre 459 faits antisémites pour l'année 2008).

La loi Gayssot est à l'origine de la publication le 21 mars de chaque année du rapport de la CNCDH. L'article 2 de la loi stipule en effet que « la Commission nationale consultative des droits de l'homme remet au Gouvernement un rapport sur la lutte contre le racisme. Ce rapport est immédiatement rendu public ».

De plus, la loi dispose que « toute discrimination fondée sur l'appartenance ou la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion est interdite » □

Immigration

WELCOME - BIENVENUE !

PAR LAURA LAUFER

Welcome film français de Philippe Lioret avec Vincent Lindon, Audrey Dana, Firat Ayverdi.

Cette fiction grand public évoque le sort des clandestins qui, de Calais, tentent au péril de leur vie le départ pour l'Angleterre. Pour ce film, *Philippe Lioret* est parti avec son équipe s'immerger dans le Nord-Pas de Calais où vivent ses personnages. C'est là que les migrants attendent dans la misère et la persécution, le moment de passer le tunnel sous la Manche.

Welcome raconte la rencontre entre *Simon*, maître nageur (Vincent Lindon) et *Bibal* (Firat Ayverdi), jeune kurde irakien décidé à rejoindre celle qu'il aime en Angleterre. Après l'échec de sa tentative de passer la Manche caché dans un camion, *Bibal* apprend le crawl pour tenter la traversée à la nage. *Simon* traverse une période difficile car sa femme, *Marion* (Audrey Dana) le quitte. *Marion*, militante d'une association d'aide aux migrants, reproche à *Simon* son indifférence à leur égard. La fragilité dans laquelle cette séparation jette *Simon* va faire de lui un homme plus sensible à la douleur d'autrui. C'est dans le contexte intime de cette séparation, bien plus que dans celui de considérants politiques, que le maître-nageur est touché par le sort tragique de *Bibal*. Si, au départ, *Simon* n'entend pas cautionner le projet fou de *Bibal* de traverser la Manche, peu à peu s'attachant au jeune kurde, il accepte de l'entraîner.

Le film, à travers l'évolution de *Simon*, nous dévoile la vie de ces migrants perdus sur le littoral, victimes du racisme et de la traque policière. L'aide que *Simon* apporte à *Bibal* lui vaudra des ennuis avec la police et la justice.

Le ministre, *Eric Besson*, met en cause le réalisateur pour avoir comparé le sort des « clandestins » à celui des Juifs en 1943.

En réalité, *Philippe Lioret* dénonce avant tout la criminalisation croissante de ceux qui aident réfugiés et sans-papier. Ces bénévoles généreux tombent sous le coup de l'article L-6221 qui stipule que toute personne qui aide un clandestin est passible d'amendes et de prison. Et il s'agit bien de « rafles » quand, dans des lieux d'hébergement, la police procède à de multiples contrôles suivis d'arrestation puis de mise en rétention dans des camps.

La politique du chiffre, donnée comme modèle de la maîtrise de l'immigration, déclenche des drames et la violation des droits fondamentaux de la personne. A Calais, cela se traduit par la chasse à l'homme et le harcèlement policier à l'encontre des migrants et des bénévoles associatifs. Notons que le film oppose l'action des associations à l'implication individuelle de *Simon*. Les associations y refusent de dépasser la simple aide caritative de distribution de colis et de repas, alors que *Simon* s'engage plus avant. Il héberge *Bibal*, affronte, héroïque, la médisance et la délation de ses voisins et ira jusqu'à faire rechercher *Bibal* comme son fils quand celui-ci disparaît.

Ce film s'attache à nous montrer d'abord une aventure humaine et il faut y saluer l'interprétation sensible de *Vincent Lindon* qui trouve là l'un de ses meilleurs rôles, comme celle de *Firat Ayverdi*, le jeune acteur non-professionnel qui incarne *Bibal* et se révèle tout aussi juste.

Welcome évite le pathos et, humaniste, dessine le portrait attachant de gens, certes, sans titre mais, non sans courage. □

Comme tout le monde... *Jean-Claude GRUMBERG* commence sa vie active comme tailleur... puis il sera comédien dans la troupe de *Jacques Fabbri* avant d'être l'auteur et le scénariste renommé que l'on connaît. Lui manquait-il une distinction ? Sans doute puisqu'il vient de recevoir le prix culturel de la *Fondation France-Israël*. Ce prix artistique salue l'ensemble de son oeuvre et honore sa remarquable contribution à une meilleure connaissance du théâtre français en Israël.

Signalons sa dernière pièce, *Vers toi terre promise, tragédie dentaire* est actuellement donnée au Théâtre du Rond-Point du 4 mars au 18 avril. Réservation 01 44 95 98 21 Rappelons ses multiples distinctions antérieures : Grand prix de l'Académie française en 1991 ; Molière du meilleur auteur dramatique en 1991 pour *Zone libre* et en 1999 pour *L'Atelier* ; César en 2003 du meilleur scénario pour *Amen* de Costa Gravas ; Grand prix de la *Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques* 1999 pour l'ensemble de son oeuvre.



Anniversaire

UNE JOURNÉE

PAR AN POUR LES FEMMES

« LA » JOURNÉE DE LA FEMME !



Marie Curie obtient le prix Nobel de Physique en 1903 et celui de Chimie en 1911 (double inégalé). Entre temps, le 1^{er} mai 1906, elle remplace *Pierre Curie* à la chaire de Physique : pour la première fois, une femme enseigne à la Sorbonne. Quand, une trentaine d'années plus tard, leur fille *Irène* obtient à son tour le prix Nobel de chimie, quand l'année suivante elle est nommée sous-secrétaire d'Etat à la Recherche scientifique, elle n'est encore ni éligible ni même électrice. Pour cela, il lui faudra attendre 1945 ! Difficile pour nos enfants d'imaginer que jusqu'en 1958, une Française ne pouvait ni travailler, ni ouvrir un compte postal sans l'accord de son époux. Eternelle mineure, elle passait de la puissance paternelle à la puissance maritale. Seuls le célibat (peu enviable) et le veuvage émancipaient ! Enfin libre ?

La revendication féministe a commencé sous la Révolution, avec *Olympe de Gouges*. Les *Jeanne Hachette*, les *Jeanne d'Arc*, les *Tricoteuses*, les *Louise Michel* ne manquent pas. Sans compter, plus proches de nous, les grandes figures féminines de la Résistance. Faut-il rappeler *Bertie Albrecht*, compagne de la Libération, morte à Fresnes ? *Golda Bancic* dite *Olga*, décapitée en Allemagne, *France Bloch-Sérazin*, fille du poète *Jean-Richard Bloch*, juive, communiste, résistante, décapitée elle aussi en Allemagne ? *Marie-Claude Vaillant-Couturier*, résistante, déportée avec le fameux convoi des 230 qui entra au camp en « chantant une Marseillaise d'enfer », *Marie-Claude* témoin au procès de Nuremberg. La grande *Lucie Aubrac* pour qui le verbe résister ne s'est jamais conjugué qu'au présent ? *Germaine Tillion*, membre du Réseau de résistance du Musée de l'Homme, déportée, qui nous quittait il y a près d'un an ?

Signalons, dans le numéro de mars du *Patriote Résistant*, deux pages d'un passionnant entretien où *Irène Michine* interroge *Claire Andrieu* sur le thème rarement abordé de la résistance des déportées. Retenons ces trois Françaises de Ravensbrück pendues pour des actions de sabotage d'armement dont les conséquences ont « largement dépassé l'échelle du camp ». Parmi elles, *Simone Michel-Lévy*, l'une des six femmes compagnons de la Libération. A l'évidence, l'héroïsme gagne plus facilement les guerres que les droits.

Devenues électrices, les femmes n'en restèrent pas moins présentes, notamment dans la lutte contre les guerres coloniales. Telle *Raymonde Dien* qui, en 1950, s'allongea sur les rails pour arrêter un train chargé de matériel militaire destiné à l'Indochine. Acte pour lequel un tribunal militaire la condamna à un an de prison.

Mais, revenant à la vie civile, rappelons le scandale provoqué par l'accouchement sans douleur. Il était contraire aux

Écritures (« *Tu accoucheras dans la douleur* » est-il signifié à Eve). Circonstance aggravante, c'était une application des théories de Pavlov qui nous venait d'URSS.

Ensuite, il fallut conquérir pour la femme le droit à l'avortement, plus que jamais menacé en ce début de siècle. Une avorteuse fut même guillotinée sous *Pétain*. Les femmes se débrouillaient quand même, avec risques de septicémie et de stérilité. Fait notable, nombre de médecins avorteurs prenaient beaucoup plus cher aux ouvrières qu'aux étudiantes.

Ce droit a été conquis par l'initiative conjointe du groupe communiste, de la ministre *Simone Veil*, des fameuses *343 salopes*, de l'avocate *Gisèle Halimi* et du courageux témoignage d'un homme, le *Pr. Paul Milliez*, médecin catholique.

Restait à réformer la législation du divorce : longtemps l'homme n'était coupable que s'il imposait la présence de sa maîtresse au domicile conjugal. La loi était moins indulgente pour « la mère coupable ».

En 1977, les Nations Unies ont institué le 8 mars *Journée internationale de la femme*. En 1982, la France a officialisé cette décision. Les progrès ont été appréciables. Les femmes ont été admises dans tous les corps de métier. Elles sont devenues « égales en droits ». Ou « en droit » ? A qualification et compétence égale, une femme gagne 30% de moins qu'un homme. Ce qui n'est pas sans conséquences. Plus un métier est mal rémunéré, moins il attire les hommes. Il tombe donc en quenouille*. Ainsi l'enseignement français passe-t-il pour être mixte. Voire ! Au niveau des élèves, oui. Mais 70% des enseignants du primaire et du secondaire sont des enseignantes. Mauvaise préparation des élèves à une société d'adulte qui, elle, est mixte. Rassurons-nous cependant : grâce à la crise, les hommes reviennent à l'école !

Reste le problème très complexe de la violence conjugale : en France, une femme en est victime tous les trois jours. Et l'on sait que cette violence sévit surtout dans les beaux quartiers. Le sujet est complexe et mériterait à lui seul un long article. □ NM

* **Tomber en quenouille** signifiait passer aux mains d'une femme. Quand une reine succédait à un roi, on disait que le royaume était tombé en quenouille. Ce qui n'avait nullement le sens péjoratif qu'il a fini par acquérir.

NDLR C'est *Clara Zetkin* qui, en 1910, propose pour la première fois d'organiser une Journée internationale des femmes en vue d'obtenir le droit de vote

NDLR A lire entre autres, de **Gisèle Halimi**, *Ne vous résignez jamais*, Ed. Plon, Paris, 2009, 20,90 € ainsi que le plaidoyer qu'elle a cosigné avec *Simone de Beauvoir* en 1962 en faveur de la militante algérienne *Djamila Boupacha* (Ed. Gallimard).



Libres propos

LETTRE OUVERTE AU *Crif*PAR *Olivier Gebuhrer*

Notre ami *Olivier Gebuhrer* nous a fait part de la lettre qu'il a envoyée à *M. Prasquier*, président du *Crif*, pour lui faire part de ce qu'il pensait quant à l'attitude du mouvement qu'il préside. Nous avons estimé intéressant de publier ce point de vue qui correspond, par bien des aspects, aux positions de notre rédaction. *PNM*

Monsieur le Président,

Vos déclarations récentes constituent une injure vis-à-vis de plusieurs formations politiques dont le *Parti Communiste Français* dont je suis membre depuis plus de trente ans. Je revendique avec fierté cette appartenance. Dans les années trente du siècle dernier, des milliers d'hommes et de femmes sans identité, sans patrie et sans avenir vinrent en France. Mon père y fit ses études de médecine en crevant de faim, fut expulsé en 1934 et revint illégalement en 1936. Mon beau-père abandonna l'Allemagne en 1933 en vélo. Pour ces êtres humains, il n'y avait derrière eux, ni famille avec qui partager l'angoisse et éventuellement le pain, ni souvenirs : l'histoire du fascisme est aussi celle-là. Pour ces gens dont nombre étaient d'origine juive et d'autres non, l'horizon de leur existence était celui d'au-jour-le-jour, le lendemain, une notion inconnue. Dans ces circonstances, beaucoup d'entre eux croisèrent la route du *Parti communiste français*. Tout changea. Qu'ils devinrent des militants ou non, ils acquièrent en peu de temps la dignité qui leur avait été déniée dans leur pays d'origine. En masse, ils devinrent des combattants de l'avenir humain.

Monsieur le Président,

Vous avez la mémoire courte, c'est ennuyeux dans la position qui est la vôtre. Le nazisme combattit le judéo-bolchévisme. L'avez-vous oublié ? Les communistes français n'étaient pas tous juifs et les citoyennes et citoyens qui vivaient en France, se reconnaissant comme juifs ou déclarés tels par l'occupant ou Vichy, n'étaient pas tous communistes. Mais pour le fascisme hitlérien et ses séides français, la différence ne comptait pas : leur avenir était scellé dans le plomb des wagons « *Nuit et Brouillard* ». Cette seule pensée aurait dû empêcher certains propos de franchir vos lèvres.

Monsieur le Président,

Ce que vous venez de faire est déjà promis aux oubliettes de l'histoire. Mais ce que l'histoire retiendra c'est qu'un peuple sans défense, bafoué dans ses droits fondamentaux depuis des décennies par la politique israélienne, victime d'une agression sans merci, aura trouvé en France des accusateurs chez des représentants qualifiés des citoyens français juifs. Comprenez que cela soit intolérable.

Monsieur le Président,

Pour couvrir du voile de l'honorabilité ce qui est une infamie, vous invoquez les manifestations de soutien au peuple palestinien. Outre le fait que ces manifestations n'ont jamais eu d'autres buts explicites de la part de leurs organisateurs que l'exigence d'une paix juste et négociée au Proche Orient, l'exigence de l'arrêt de l'agression israélienne, buts que tout humaniste français, juif ou non, ne peut que partager, j'ai vu de nombreux responsables du *Pcf* faire en sorte qu'à l'occasion de ces manifestations, les pêcheurs en eau trouble ne puissent transformer en manifestation antisémite, la protestation légitime et l'indignation.

Cette attitude vaut toutes les déclarations. Entre le *Pcf* et l'antisémitisme, il ya un fleuve de sang et de souffrances indicibles. Vous ne le savez apparemment pas.

Vos propos sont odieux, vos propos sont dangereux. Ils donnent à penser qu'aujourd'hui, les citoyens français juifs ne peuvent que soutenir une politique insensée, inhumaine, coupable, de crimes de guerre.

Comme des milliers d'autres de mes concitoyennes et concitoyens, il m'est impossible d'en accepter l'idée.

Vous venez d'écrire une page sombre de l'histoire du judaïsme français. Il est urgent de l'effacer. □

[9 mars 2009]

K.K.K. À LA SAUCE ALLEMANDE

UN ÉVÊQUE ALLEMAND AMALGAME HOLOCAUSTE ET AVORTEMENT

Décidément, de vieux démons habitent de hauts dignitaires catholiques, intégristes ou orthodoxes. Après que *Mgr Williamson* a nié l'existence des chambres à gaz et ramené le nombre des Juifs exécutés par le national-socialisme à quelquel cent mille victimes ; et qu'immédiatement après, le pape allemand *Benoît XVI* ait levé l'excommunication de quatre évêques fondamentalistes, dont *Mgr Williamson*, un autre évêque, membre cette fois de l'officielle Église bavaroise - celle dont est issu *Benoît XVI* - lâche une comparaison tout aussi basse.

En Bavière, *Mgr Walter Mixa*, évêque d'Augsbourg et aumônier militaire, est une vedette médiatique. L'an dernier, on a dû lire sa prose, au moins à deux reprises. Quand il s'est opposé au projet de construction à Cologne d'une grande mosquée - en Allemagne, 2,5 millions environ des habitants sont d'origine turque pour une population de 80 millions d'habitants ! - arguant que les musulmans allemands devraient, « dans un pays de culture chrétienne », se contenter « de lieux de prière modestes ». Et que subséquemment, en croisé moderne, il a revendiqué pour toute nouvelle mosquée construite en Allemagne une église correspondante en pays musulman.

Puis quand, après que la ministre fédérale chrétienne-démocrate de la famille, *Ursula von der Leyden*, eût projeté de créer, de 2008 à 2013, cinq cent mille places de crèches et de garderies afin de permettre aux jeunes mères de continuer à travailler - dans un pays où dix pour cent seulement des enfants de moins de trois ans sont accueillis dans ces structures - il a cru discerner dans ce projet un « aveuglement idéologique et une conception hostile à l'enfant », un

retour à la politique sociale de la RDA que, en thuriféraire du vieux modèle allemand « *Kinder, Küche, Kirche* » [enfants, cuisine, église], le presque septuagénaire a honni toute sa vie : « *Quatre-vingts pour cent des femmes élèvent elles-mêmes leurs enfants, et maintenant on veut en faire des bras pour l'industrie* », s'est-il indigné !

Le mercredi des Cendres, lors d'une réunion politique organisée par l'*Union sociale chrétienne* (CSU) dans une petite ville de Bavière proche du Bade-Wurtemberg, le « sulfureux » évêque, comme le présentent certains journalistes allemands, déclarait devant un public à sa dévotion : « *Cet holocauste aux six millions de victimes a sûrement eu lieu. Mais nous avons déjà dépassé ce nombre en pratiquant l'avortement.* »

Considérant celui-ci comme un mal qu'il caractérise de « profondément inhumain », l'évêque surenchérit. Sortant de sa mitre un nombre invérifiable, ce membre de la Commission de liturgie de la Conférence épiscopale allemande insiste : « *Ces neuf millions d'êtres nous manquent.* »

Réagissant aux dires de *Mgr Walter Mixa*, *Stephan Kramer*, secrétaire général du *Conseil central des Juifs* [d'Allemagne], accuse légitimement ce dernier de placer sur un même plan les femmes qui ont décidé d'avorter et les médecins qui pratiquent l'interruption légale de grossesse d'une part, et les criminels nazis, responsables de la mort de six millions de Juifs d'autre part. « *C'est là une perfidie sans pareille, commente Stephan Kramer. Dans la situation actuelle, l'instrumentalisation des victimes de l'holocauste* » fait montre « *d'irresponsabilité et de mauvais goût.* »

Pour le moins ! □

FM

Mémoire RUE LAURISTON - ADRESSE INCONNUE ?

MÉMOIRE DES LIEUX

LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE N'AURAIT-ELLE PLUS DE TABOU ?

Le maire UMP du XVI^{ème} arrondissement de Paris, *Claude Goasguen*, et ses amis politiques voulaient-ils effacer subrepticement de la mémoire de Paris le « *93 rue Lauriston* », siège, pendant la période de l'Occupation, de la Gestapo française, où de nombreux résistants ont été conduits avant d'être torturés et assassinés ?

Toute l'affaire commence quand *Hervé de Charette*, ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement *Juppé*, souhaite faire changer le numéro de cette adresse « embarrassante », qui abrite la Chambre de commerce franco-arabe dont il est le président. Il souffle donc l'idée à ses amis du XVI^{ème} arrondissement d'adopter un vœu pour rebaptiser le 93 rue Lauriston en « 91 bis » afin de faire oublier une adresse de sinistre mémoire. Les Gestapistes en effet y torturaient et y avaient aussi leur lieu de débauche, non loin de la Gestapo allemande, située avenue Foch, centre de torture bien connu.

Devant le tollé et la controverse qui éclatent à l'annonce de cette affaire, *M. Goasguen* - qui selon son cabinet « n'est ni pour ni contre » la proposition - décide finalement de ne pas soumettre le texte au Conseil de Paris. Faute d'avoir obtenu gain de cause, *M. de Charette* a préféré déménager...

Non loin de la Rue Lauriston, dans le même arrondissement, il y avait un centre de torture de la Gestapo, **avenue Foch**. D'ailleurs, quelque temps après la Libération, la mairie de Paris avait décidé de débaptiser la partie de la rue de la Pompe comprise entre l'avenue Bugeaud et l'avenue du Bois (aujourd'hui avenue Foch) pour l'appeler « Avenue des Martyrs de la Résistance ». Le projet était si prêt d'aboutir que tous les habitants de la future avenue avaient reçu un courrier leur indiquant leur nouvelle adresse (avec le numéro) à charge pour eux d'en informer leurs correspondants.

Nos édiles du XVI^e devraient plutôt s'inspirer de telles propositions que de chercher à gommer les lieux de mémoire... □

PK

NDR : *Régine Deforges* a consacré à la période de la guerre et de la Résistance un roman populaire : *La bicyclette bleue*. Le deuxième volume s'intitule : *101 avenue Henri Martin*. Voilà du moins un numéro qui, grâce à la littérature, ne pourra être effacé. C'est là qu'on amenait les détenus de Fresnes pour les torturer.

Littérature

ROMAIN ROLLAND ET L'ANTISÉMITISME (2/2)

PAR FRANÇOIS MATHIEU

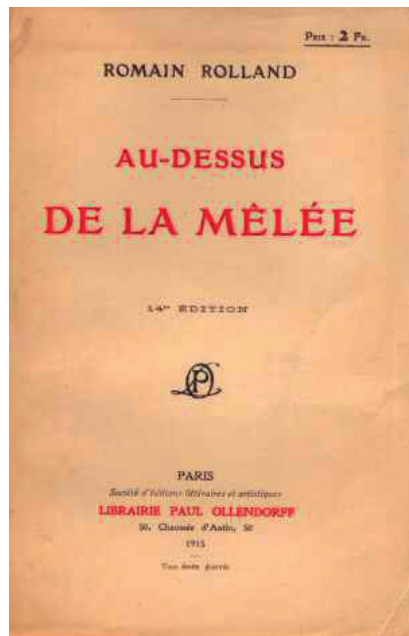
LE PARCOURS D'UN HUMANISTE VIGILANT

D'une culture marquée par la passion de la musique et de l'art, *Romain Rolland* a cherché toute sa vie ce qui pourrait rassembler les hommes. Son désir de justice et de paix, sa recherche d'un monde non violent et ses nombreux écrits en font un des plus grands penseurs pacifistes français du 20^{ème} siècle. La *PNM*, qui s'intéresse au regard sur le monde juif de nombreux écrivains, a publié le début de cet article dans la *PNM* n° 263 (fév.-mars 2009).

Le 25 mai 1926, un jeune Juif anarchiste, *Samuel Schwartzbard*, abat en plein Paris l'ataman général *Symon Petlioura*, l'un des responsables des pogroms organisés en Ukraine sous le régime tsariste. Un jeune chroniqueur judiciaire, *Bernard Lecache*, qui veut sauver la vie de *Schwartzbard* et intensifier la lutte contre les persécutions raciales et antisémites, lance un appel en faveur de son acquittement et crée la « *Ligue contre les pogroms* ». *Romain Rolland* y adhère en compagnie de *Victor Basch*, *Léon Blum*, *Albert Einstein*, *Edmond Fleg*, *Maxime Gorki*, *Édouard Herriot*, *Joseph Kessel*, *Paul Langevin*, *André Spire*. Défendu par *M^r Henry Torrès*, le jeune homme est acquitté. L'organisation se transforme en « *Ligue internationale contre l'antisémitisme* », la *LICA**, qui deviendra la *LICRA*.

À la venue au pouvoir d'*Hitler* en 1933, l'humaniste pétri de culture germanique et qui, quelques mois auparavant, s'était encore prononcé pour une révision profonde des traités de Versailles, humiliants pour l'Allemagne et favorables au développement de l'extrême droite revancharde et du nazisme, prend nettement position. Lors, souvent attaqué par la presse brune, il multiplie les protestations. Telle celle adressée après le pogrom de novembre 1938, dit de la « *Nuit de cristal* », à l'*Union mondiale de la culture juive* et exprimant sa solidarité avec les Juifs persécutés : « *Aucun ennemi de l'Allemagne n'aurait pu lui faire l'outrage et le dommage que lui infligent ces misérables maniaques du racisme, qui la déshonorent aux yeux de l'univers. La révocation de l'édit de Nantes a appauvri la France monarchique pour des siècles. La prescription du peuple juif d'Allemagne saigne celle-ci du meilleur sang de son intelligence et, par la lâcheté, par la cruauté, par la bassesse des outrages, elle la marque au front d'une infamie qu'il faudra des siècles pour laver.* »

Dans le même temps, le vigilant humaniste, ami de l'Union soviétique, ne manque pas de s'indigner contre les actes anti-Juifs staliniens. Dans une longue lettre du 27 décembre 1935 au « *camarade* » *Staline*, récemment publiée par la *Fondation Gabriel-Péri*, il écrit : « *Je reçois de Tel-Aviv une lettre signée d'un écrivain israélien, qui se dit révolutionnaire et admirateur de l'URSS et qui lutte*



Dès 1914, Romain Rolland préfère, à la guerre, une paix juste et équitable entre les peuples ...

en Palestine contre la classe bourgeoise israélienne mais qui s'indigne contre un prétendu antisémitisme régnant en URSS et se traduisant par des répressions contre "les Juifs qui veulent parler leur langue !" Cette langue hébraïque serait décriée par le gouvernement "contre-révolutionnaire" et pour cette raison, prohibée. J'ai entendu la même plainte de la part de jeunes Juifs en Suisse. »

Aujourd'hui, quand une fondation États-unienne, « *Pave the way* » [Ouvrir la voie] et le pape *Benoît XVI* entendent réhabiliter la mémoire de *Pie XII*, il convient de méditer sur quelques pages du *Journal de Romain Rolland* écrites en 1942 et 1943 où, admirant les lettres du catholique *Paul Claudel* et du pasteur protestant *Marc Boegner* au grand rabbin de France, *Isaïe Schwarz*, qui dénoncent la législation raciste adoptée par le gouvernement de Vichy à l'encontre d'une communauté « *si brusquement jetée dans le malheur* », il s'insurge contre un pape qui « *s'enferme dans un lâche silence*. – *Et bien des catholiques en souffrent, sans vouloir le montrer. Je connais tel jésuite qui en est si honteux qu'il assure que le pape a protesté ; mais il serait bien embarrassé de le prouver : il jette le manteau de son mensonge sur la nudité du Père.* » □

** NDLR Voir « *Du Mncr au Mrap de Sylvain Goldstein* » in *PNM* n° 263 (fév.-mars 2009).



LE MINISTÈRE DES AFFAIRES SPÉCIALES

PAR JEANNE GALILI-LAFON

Emotion et humour

Cela commence comme une histoire étonnamment burlesque et grinçante, celle d'une famille juive à Buenos Aires et cela se termine dans le désespoir, le tragique.

Buenos Aires 1976. *Kaddish Poznan*, « *hijo de puta* » au sens strict du terme*, une force de la nature, est payé par les grands bourgeois respectables de la communauté juive pour effacer, sur les tombes, les noms de leurs aïeux compromettants : *Haïme-Moshe* « le Borgne », *Hezzi* « Deux lames » ou *Bryna* « la Tirelire », proxénètes, malfrats, putes, ceux à qui d'ailleurs ils doivent leur richesse.

Kaddish fait ce travail la nuit, armé d'un burin, aidé de très mauvaise grâce par son fils, *Pato*, étudiant en sociologie qui voudrait sans doute ne pas avoir à faire à ce monde dont est issu son père.

Dans un épisode délirant et avant que le drame ne transforme leur vie, *Kaddish* et *Lilian*, sa femme (« *pourquoi fallait-il que Lilian tombe sur l'unique juif fier d'être le fils d'une putain ?* ») se font « *raboter* » le nez, entraînés par un chirurgien soucieux de faire effacer les noms gênants de la tombe familiale et qui prétend ainsi régler ce qu'il doit à *Kaddish*.

Mais l'Histoire est là. La *Junte* a pris le pouvoir, les chars sillonnent les rues. Syndicalistes, étudiants un peu trop contestataires « *disparaissent* ». En fait, tout le monde peut devenir un coupable. Il n'y a plus d'innocents et la peur règne.

Lilian et *Kaddish* tentent d'éloigner le malheur, *Lilian* en faisant poser une porte lourdement blindée et *Kaddish* en brûlant les livres séditionnaires de *Pato*. Mais lesquels ? Dans un passage émouvant, le « *hijo de puta* » qui lui, n'a pas fait d'études, tout en admirant les étagères remplies des livres du fils, ne sait quels auteurs choisir. Alors, en plus de noms reconnaissables, *Lénine*, *Che Gevara*, il brûle un *Lermontov* parce que son portrait en couverture ressemble à celui d'un fauteur de trouble.

Mais un soir funeste, alors que *Lilian* est absente, *Kaddish* ouvre (« *c'était toujours pareil avec Kaddish Poznan, toujours quelque chose qui tournait mal* »), des hommes en costume sombre entrent, s'emparent de *Pato* et des livres non brûlés. Quelques minutes auparavant, le père et le fils s'étaient, une fois encore, empoignés et *Pato* avait hurlé à son père : « *Va te faire foutre. Je voudrais que tu sois mort* » *Kaddish*, sidéré, avait répondu : « *Va te faire foutre. Je voudrais que tu ne sois jamais né* ». A partir de ce moment, le burlesque vire au cauchemar.

On suit le parcours de *Lilian* et *Kaddish* à la recherche du fils. De commissariat en commissariat, les réponses sont les mêmes : *Pato* n'a pas été arrêté, *Pato* n'existe pas. Il leur reste à s'adresser au « *Ministère des Affaires spéciales* »,

image hallucinante du fascisme dissimulé derrière des murs. Ils rejoignent la longue cohorte des hommes et des femmes à la recherche des « *desaparecidos* ». Univers kafkaïen, labyrinthe de l'absence.

Le roman saisit alors dans ses pages les personnages réels de l'Histoire, trente mille disparus dans cette « *guerre sale* ». Derrière *Pato*, comme le raconte le « *navigateur* » à *Kaddish*, dès que les jeunes disparaissent « *c'est déjà fini. Aucun d'eux ne reviendra* » puisque qu'on les « *jette la nuit, chaque nuit, du haut d'un avion dans le fleuve* ». *Lilian* ne veut pas de cette vérité. Elle attendra *Pato* jour et nuit. *Kaddish* essaie de ne pas devenir fou. Sa quête pour retrouver son fils est un échec. Reste à l'enterrer, à graver son nom sur la pierre mais sans corps, comment prétendre à une tombe ?

Le « *Ministère des affaires spéciales* » tire sa richesse de tous ces thèmes qui s'entrecroisent avec leur charge tour à tour comique ou pathétique. Roman d'amour de ce couple brindezingue, roman d'amour et de haine entre un père et un fils incapables de se dire qu'ils s'aiment. Des sentiments extrêmes parce que les personnages sont extrêmes.

C'est un roman sur la culpabilité : *Kaddish* a ouvert la porte au moment où il criait à *Pato* des paroles définitives.

C'est un roman sur la disparition, la trace, l'identité : on efface les noms sur les tombes, on « *efface* » les nez, on fait disparaître les livres, on fait disparaître des hommes et des femmes.

Mais la question qu'il nous pose est sous-jacente : Peut-on effacer son identité, peut-on effacer toutes les traces ?

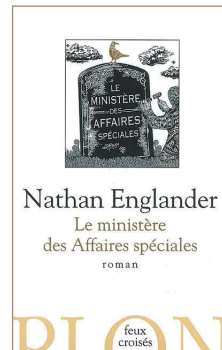
Nathan Englander, jeune écrivain juif américain, avec son écriture à la fois exubérante et sobre, sombre et flamboyante, donne à ce moment de l'Histoire le contraire de l'effacement.

Comment avec un tel sujet peut-on encore rire en lisant *Le Ministère des Affaires spéciales* ? « *Rire, c'est bizarrement ce que l'on fait dans les moments les plus sombres de l'existence. Et je dois dire que j'aime ce type d'humour qui puise ses sources dans le désespoir le plus profond* ».** □

Nathan Englander, *Le Ministère des Affaires spéciales*, trad. de l'anglais (États-Unis) par *Elisabeth Peellaert*, Ed. Plon, 2008.

* *Hijo de puta* (esp.) : Fils de pute (français)

** Interview de *Nathan Englander*, *Transfuge*, octobre 2008



Nathan Englander
Le ministère
des Affaires spéciales
roman

DIOLON
feux croisés



Itinéraire

UN AN APRÈS SON ÉLECTION À LA PRÉSIDENTIE
DE L'U.J.R.E., ENTRETIEN AVEC JACQUES LEWKOWICZ

PNM : Comment es-tu devenu Président de l'UJRE ?

J'ai, avec le 14 rue de Paradis, siège de l'UJRE à Paris, un lien affectif intense pour deux raisons.

La première concerne mes parents. Pendant la seconde guerre mondiale, ceux-ci, qui ne se connaissaient pas alors, venus de Pologne dans l'entre-deux-guerres, ont choisi de ne pas rester passifs face à l'envahisseur nazi. Leur action résistante, en liaison avec l'UJRE, bien que modeste, fut réelle. Dans l'immédiat après-guerre, l'une des préoccupations de l'UJRE fut, entre autres, de faire renaître la vie. Un militant de l'UJRE du nom de Mendelsohn a rapproché mes parents et ils se sont suffisamment plu pour que ma naissance survienne moins d'un an après leur rencontre.

L'autre origine de ce lien affectif vient de ma fréquentation, à l'adolescence, du « 14 », lorsque s'y réunissait un groupe de jeunes pour diverses activités de type culturel. Certains de mes premiers émois affectifs se situent à ce moment.

Fin 2006, Olivier GEBUHRER, que je connaissais en raison de nos activités syndicales communes, m'a demandé si je pouvais rejoindre l'équipe de l'UJRE. J'ai répondu favorablement.

Puis, à la mort de Lucien STEINBERG, historien, journaliste qui, en plus de toutes les activités qui le passionnaient, avait assuré la présidence de l'UJRE et la parution régulière de la PNM, j'ai accepté de prendre sa succession.

Plus de deux ans après l'appel d'Olivier, et au bout d'un an de présidence, je suis ravi de cette décision car j'ai le sentiment de servir les valeurs à l'origine de l'UJRE, d'honorer la mémoire de mes parents, mais aussi d'accomplir ma vérité la plus profonde.

PNM : Quelle était la situation lorsque tu fus élu il y a un an ?

Mes prédécesseurs ont, tous, assumé, brillamment, une lourde tâche. Je pense notamment à Charles Lederman dont le travail magnifique fut à l'origine d'une extraordinaire vitalité de l'UJRE pendant de

très longues années, après-guerre.

Cependant, les positions quant au conflit du Proche-Orient adoptées au cours de la seconde moitié des années soixante, certes courageuses, mais surtout en droite ligne avec les valeurs fondatrices de l'UJRE, ont parfois été mal comprises. La disparition progressive de la génération qui avait donné ses lettres de noblesse à notre UJRE l'avait affaiblie.

Néanmoins, j'ai trouvé au « 14 » une équipe de militants et de rédacteurs de la PNM, tels qu'on en rencontre rarement dans d'autres associations, et dont le dévouement en nombre d'heures passées et la qualité de l'engagement sont remarquables, sans oublier nos adhérents, qui fondent notre existence.



PNM : Comment as-tu vécu les récents événements à Gaza ?

D'abord dans l'indignation vis-à-vis du comportement israélien. Notre ligne de conduite était simple : utiliser toutes les tribunes et tous les moyens de rassemblement pour faire cesser le plus vite possible le massacre des civils palestiniens. Certes, des victimes civiles de roquettes ont existé aussi dans le Sud israélien. Mais l'envoi de ces roquettes, que nous condamnons fermement, ne répondait-il pas au blocus inhumain d'un territoire ne disposant d'aucun moyen de communication ni terrestre, ni aérien, ni maritime, du fait d'Israël ?

C'est, dans cet esprit que nous avons publié une « Déclaration solennelle » dénonçant le massacre en cours, qui fut transmise à la presse. Nous avons participé à toutes les manifestations allant dans ce sens, même si nous n'approuvions pas tout ce qui s'y exprimait, qu'il s'agisse de celles, massives, désertées par des organi-

sations juives proclamant pourtant leur attachement à la paix, ou de celle organisée par *Shalom Archav* (La Paix Maintenant) dont nous ne partageons pas toutes les orientations, dès lors que nous pouvions y exprimer librement notre point de vue, ce qui a toujours été le cas.

Nous avons été amenés, dans un communiqué public, à nous dissocier, au plus fort des massacres, de la manifestation de solidarité avec Israël organisée par le Crif « au nom de tous les juifs de France ».

Certains lecteurs désapprouvent notre attitude. Mais la plupart la saluent positivement. Nous avons même reçu de nouvelles adhésions de personnes qui nous étaient inconnues.

PNM : Comment apprécies-tu les relations entre le Crif et l'UJRE ?

L'UJRE a été co-fondateur du Crif alors que l'occupant nazi n'avait pas encore quitté le sol français. Depuis, elle n'a cessé d'en faire partie. Mais, aujourd'hui à la lumière des derniers événements, le bureau de l'UJRE a décidé de suspendre sa participation. Nous avons bien dit « suspendre », ce qui implique une décision réversible. Les motifs de cette décision sont de trois ordres.

D'abord, il nous est impossible d'accepter et encore moins de soutenir la politique israélienne à la façon dont le fait le Crif. Nous ne pouvons cautionner cette attitude injustifiable. Il lui appartient de respecter la diversité d'opinion de ses membres pour être vraiment « représentatif ».

Le Crif se permet aussi de discriminer, parmi les partis politiques, ceux qu'il invite à son dîner annuel, selon leur degré de soutien à la politique israélienne.

Le Crif cherche également à justifier son soutien à Israël par la montée de l'antisémitisme en France. Or, cette affirmation apparaît, pour le moins, très discutable à la lumière des travaux de la Commission nationale consultative des droits de l'homme tels que référés par le sociologue Laurent Mucchielli (voir article de P. Kamenka en p. 4).

Enfin, de sérieux problèmes de démocratie interne existent au Crif.

Telles sont les raisons de notre attitude actuelle à l'égard du Crif.

PNM : Comment vois-tu le développement de l'UJRE ?

L'UJRE a toujours été un mouvement progressiste, partie prenante de la vie politique et sociale française. Elle continue à jouer ce rôle et n'entend pas y renoncer.

La lutte contre l'antisémitisme est l'une de ses raisons d'être de l'UJRE. Bien d'autres organisations s'y consacrent à leur façon. Toutefois, aucune n'aborde cette question de notre manière.

L'antisémitisme d'aujourd'hui a deux sources :

L'une traditionnelle, mais avec des formes renouvelées, consiste à affirmer que « les juifs ont l'argent et le pouvoir ». Elle s'affiche plus volontiers aujourd'hui dans l'idée que « les juifs se sont infiltrés dans les médias et le pouvoir ». Mais c'est, au fond, toujours la même idée car personne ne conteste que pouvoir et argent soient liés.

L'autre source d'antisémitisme consiste à rendre tous les juifs, en raison de leur judéité, responsables du traitement inhumain qu'inflige le gouvernement israélien aux palestiniens.

Vis-à-vis de ces préjugés, nous voulons agir dans deux directions.

D'abord, à partir du constat de l'existence d'une pauvreté juive, nous voulons mobiliser les intéressés afin d'agir non seulement pour faire connaître cette pauvreté, mais aussi pour qu'ils puissent se joindre au grand mouvement social auquel l'UJRE a toujours pris part, et qui refuse de payer les conséquences de la crise financière.

Ensuite, nous voulons, certes, montrer qu'il existe « une autre voix juive ». Mais, il s'agit aussi de dégager par le dialogue public avec tous ceux qui le souhaitent, les voies d'une Paix au Proche-Orient qui, tout à la fois, garantisse l'existence et la sécurité d'Israël que nous avons soutenu dès sa création, et permette au peuple palestinien la reconnaissance effective de ses droits.

Nous y contribuerons par diverses initiatives, telles un colloque, que nous proposerons bientôt à nos adhérents. □